



Communiqué de presse No. 17/135
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
18 avril 2017

Fonds monétaire international
Washington, D.C. 20431 USA

**Les services du FMI s'entendent avec les autorités tunisiennes
pour l'achèvement de la première revue de l'accord conclu avec la Tunisie
au titre du mécanisme élargi de crédit**

Les communiqués de presse de fin de mission contiennent des déclarations des équipes des services du FMI qui rendent compte de leurs conclusions préliminaires. Les avis exprimés dans la présente déclaration sont ceux des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement à ceux du Conseil d'administration du FMI. À partir des conclusions préliminaires de cette mission, les services du FMI prépareront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la Direction, sera présenté au Conseil d'administration pour examen et décision.

- Le FMI appuie les efforts déployés par le gouvernement afin de créer des débouchés économiques et des emplois pour tous les Tunisiens, de stabiliser les finances publiques dans l'intérêt des générations futures, et de protéger les populations vulnérables en cette conjoncture difficile.
- L'économie tunisienne se heurte à de redoutables défis, notamment liés au creusement des déficits extérieur et budgétaire, à l'augmentation de la dette et à un niveau de croissance trop faible pour réduire le chômage.
- L'augmentation des dépenses sociales et le renforcement du dispositif de protection sociale permettront de protéger les populations les plus vulnérables et de préserver leur pouvoir d'achat.

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par M. Björn Rother a séjourné à Tunis du 7 au 18 avril 2017 pour mener à bien la première revue du programme économique de la Tunisie appuyé par un accord quadriennal au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) approuvé en mai 2016 ([voir communiqué de presse No. 16/238](#)).

À l'issue de la mission, M. Rother a rendu publique la déclaration suivante :

« Au terme d'échanges productifs, l'équipe des services du FMI et les autorités tunisiennes sont parvenues à un accord sur les politiques économiques nécessaires pour achever la première revue du programme de la Tunisie appuyé par le MEDC. Cet accord est subordonné

à l'approbation du Conseil d'administration du FMI. L'achèvement de la revue mettrait à disposition 227,3 millions de DTS (environ 308 millions de dollars), ce qui porterait le total des décaissements au titre du MEDC à environ 627,5 millions de dollars.

« L'économie tunisienne se heurte à de redoutables défis. Les déficits budgétaire et extérieur ont atteint des niveaux sans précédent, la masse salariale en pourcentage du PIB est désormais l'une des plus élevées au monde et la dette publique a continué de s'accroître pour atteindre 63 % du PIB à la fin 2016. L'inflation sous-jacente est en hausse. En 2017, la croissance devrait doubler pour se situer à 2,3 %, mais elle restera trop faible pour réduire sensiblement le chômage, en particulier dans les régions de l'intérieur et chez les jeunes.

« Cette conjoncture économique difficile exige une riposte urgente et énergique afin de maintenir la stabilité macroéconomique et de doper la création d'emplois. L'équipe des services du FMI salue la détermination du gouvernement d'unité nationale à agir avec célérité, guidé par les priorités de l'«Accord de Carthage» et le plan de développement quinquennal. Les politiques appuyées par le MEDC contribuent à traduire le programme des autorités en mesures concrètes.

« La création de plus de débouchés économiques pour tous les Tunisiens et le maintien de la santé des finances publiques sont au cœur de la stratégie économique du gouvernement. À court terme, les priorités consisteront à accroître les recettes fiscales de manière équitable, à mettre en œuvre la stratégie de réforme de la fonction publique afin de placer la masse salariale sur une trajectoire viable, à réduire les subventions énergétiques et à couvrir les déficits de liquidité immédiats du système de sécurité sociale. L'augmentation des dépenses sociales et un meilleur ciblage du dispositif de protection sociale permettront de protéger les populations les plus vulnérables et de préserver leur pouvoir d'achat en cette conjoncture difficile. Un durcissement de la politique monétaire permettrait de contrer les tensions inflationnistes, et une plus grande flexibilité du taux de change aiderait à réduire le considérable déficit commercial.

« Le gouvernement a réalisé des progrès encourageants dans la mise en œuvre des réformes qui avaient été retardées, pour ainsi s'attaquer aux barrières structurelles qui pèsent sur l'économie tunisienne. Parmi les importants volets de ce programme, il convient de mentionner les nouveaux textes de loi sur l'investissement et la concurrence, les travaux d'établissement d'une nouvelle instance constitutionnelle chargée de la lutte contre la corruption et les mesures de réforme des banques et des entreprises publiques. Une réforme globale des pensions permettra d'assurer la viabilité du système de retraites pour les générations futures.

« La participation de la Tunisie à l'initiative du G20 *Compact with Africa* donnera l'occasion de mettre à profit les acquis de la conférence *Tunisia 2020* organisée en novembre dernier à l'intention des investisseurs et de réaffirmer la détermination du gouvernement à construire

un avenir économique meilleur pour la Tunisie. La mise en œuvre rigoureuse de l'ensemble cohérent de réformes appuyé par le MEDC permettra en dernière instance de libérer le potentiel à long terme considérable de l'économie tunisienne et d'améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population.

« L'équipe des services du FMI a rencontré le Chef du Gouvernement, M. Youssef Chahed, la Ministre des Finances, Mme Lamia Zribi, le Ministre de l'Investissement, M. Fadhel Abdelkefi, la Ministre de l'Énergie, Mme Hela Cheikhrouhou, et le Gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, M. Chedly Ayari. Les services du FMI ont également eu des entretiens avec des représentants de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT), de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA) et des organisations de la société civile; ils ont en outre travaillé en étroite coordination avec la Banque mondiale et d'autres partenaires extérieurs de la Tunisie. La mission tient à remercier les autorités et ses autres interlocuteurs de leur chaleureuse hospitalité et de l'esprit franc et productif qui a animé les échanges ».